

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 11 – 17 mars 2022.

En bref

Bien que le commerce bilatéral de l'Amérique latine avec la Russie et l'Ukraine ne représente que 1,5 % du volume total du commerce bilatéral de la région, la guerre russo-ukrainienne a un impact marqué sur plusieurs secteurs productifs des principales économies latinoaméricaines.

En 2021, la Russie bénéficiait d'un excédent commercial conséquent en Amérique latine, puisque selon l'Observatoire de la complexité économique (OEC), elle exportait pour 11 Mds USD et n'importait que pour 8,5 Mds USD. L'Amérique latine constitue un débouché pour plusieurs produits clés : les engrais (qui représentent 40 % des importations russes dans la région), l'acier, le pétrole raffiné et les vaccins Sputnik. A l'inverse, la région exportait vers la Russie principalement des fruits et légumes depuis le Brésil, de la viande et du poisson, mais aussi des voitures et des ordinateurs depuis le Mexique, et dans le cas de l'Équateur, des bananes, des fleurs et des crevettes. En outre, la guerre a un impact indirect bien plus fort par la hausse des prix des matières premières qui touche l'économie mondiale. L'inflation, qui était déjà élevée en 2021 dans la région, menace les économies alors qu'elles entament un ralentissement de leur croissance. Même pour les pays exportateurs de pétrole, les effets positifs risquent de s'estomper à moyen terme à cause de répercussions sur toute la chaîne de production, à l'instar du Mexique, qui exporte du pétrole mais qui importe une quantité importante d'essence. Les hausses des prix risquent également d'avoir un impact politique fort, en particulier dans des pays comme l'Argentine ou le Brésil, qui avaient entamé un rapprochement politique avec la Russie dans le cadre de l'offre de vaccins Sputnik pendant la pandémie.

BOLIVIE

En 2021, la dette du Trésor Général de la Nation vis-à-vis de la Banque centrale a augmenté de 39 %.

En 2021, la Banque centrale de Bolivie (BCB) a octroyé des crédits au Trésor Général de la Nation (TGN) pour 2,7 Mds USD. Selon le Rapport de politique monétaire de la BCB, le solde de la dette du Trésor envers la BCB atteint désormais 6,95 Mds USD (+38,8 % par rapport à

LE CHIFFRE À RETENIR

19,5 MDS USD.

C'est le volume du commerce bilatéral entre l'Amérique latine et la Russie en 2021.

2020). La BCB a indiqué que le gouvernement bolivien pouvait ainsi bénéficier de crédits à des « conditions financières favorables » (maturités longues et taux d'intérêt bas), notamment pour faire face à des obligations financières contractées en 2020.

COLOMBIE

Le Congrès américain approuve le plus gros budget de la décennie pour la Colombie.



Le Congrès américain a adopté la loi sur les crédits de l'exercice 2022, qui prévoit entre autres l'approbation de fonds de coopération pour la Colombie. Le montant alloué au pays s'élève à 471,3 MUSD, soit 10 M de plus que le budget 2021, et le montant le plus élevé pour la Colombie au cours de la dernière décennie. En outre, ce budget est supérieur de 17,5 MUSD à la demande du Président américain Joe Biden. Par ailleurs, les amendements controversés proposés par les démocrates du Congrès, tels que l'interdiction de vendre des armes et des formations militaires américaines à l'ESMAD colombienne (Escouade mobile anti-émeutes), ont été rejetés. Le Congrès a également supprimé la proposition d'amendement qui conditionnait le versement des fonds à une certification annuelle du respect des droits de l'homme de la part de la Colombie. Le budget est maintenu pour la formation militaire, la lutte contre le terrorisme, le contrôle des stupéfiants, et l'accent a également été mis sur les droits de l'homme pour les communautés afro-colombiennes et indigènes.

Les actions d'Almacenes Exito grimpent de 45 % grâce au rachat d'actions et la rumeur d'une OPA.

Le 21 février dernier, le groupe Almacenes Exito avait annoncé son intention de procéder à un rachat d'actions sur le marché public. Alors que cette décision sera discutée le 24 mars prochain, les actions du groupe à la Bourse colombienne ont bondi de 45 %, passant de 11.760 USD à 17.150 USD par action. Plusieurs sources indiquent que la société va libérer 147,1 MUSD de sa réserve occasionnelle pour les expansions et les améliorations futures, un montant correspondant aux bénéfices de 2020. Cependant, l'usage que le groupe Almacenes Exito en fera est encore incertain : il pourrait

s'agir d'une OPA ou bien d'un rachat d'actions pour sortir de la Bourse, après son introduction en Bourse présentée en 2019 par la société brésilienne GPA. Si la société brésilienne possède environ 97 % du groupe Exito, c'est le groupe français Casino qui a pris le contrôle de GPA depuis juin 2012.

Ivan Duque propose de contribuer aux approvisionnements de pétrole des Etats-Unis.

Alors qu'une délégation américaine s'est rendue à Caracas début mars pour discuter de la sécurité énergétique des Etats-Unis, le Président colombien Ivan Duque a déclaré à son homologue Joe Biden lors de son passage à la Maison Blanche que la Colombie peut et veut contribuer à remplacer les importations américaines de pétrole russe. Il a affirmé que la Colombie produit plus de 890.000 barils de pétrole par jour (bpj), un chiffre qui pourrait très bientôt s'élever à 1 M bpj selon lui, et qu'ainsi le pays a une plus grande capacité d'approvisionnement en hydrocarbures que son voisin le Venezuela. Le président a rappelé que les investissements de la société colombienne Ecopetrol dans le bassin Permian du Texas permettent de produire actuellement 50.000 bpj et que cette production pourrait augmenter à 150.000 bpj dans les années à venir. De l'autre côté de l'Atlantique, les Emirats Arabes Unis ont annoncé qu'ils n'augmenteraient pas leur production de pétrole afin de respecter l'accord de l'OPEP+.

ÉQUATEUR

Petroecuador présente son plan de production pour 2022.



L'entreprise pétrolière publique Petroecuador a présenté son plan de production pour l'année 2022, qui prévoit la perforation de 68 puits sur 6 champs pétroliers dans le nord de l'Amazonie équatorienne. Petroecuador espère ainsi produire à la fin de l'année 509.000 barils de pétrole par jour (bpj) contre 398.000 bpj aujourd'hui. Le plan prévoit par ailleurs la production de 110 M de pieds cubes de gaz par jour, équivalents à 14.000 bpj.

L'Équateur poursuit ses efforts contre la pêche illégale.

Le Ministre de la production, du commerce, des investissements et de la pêche a signé une lettre d'intérêt pour adhérer à l'Initiative de transparence de la pêche (FiTI), qui établit une gestion transparente de la pêche maritime. L'Équateur poursuit ainsi la feuille de route en vue de son intégration de plein droit au conseil de direction du FiTI.

PÉROU

Standard & Poor's abaisse à son tour la note des obligations de Petroperú, qui passent en catégorie spéculative.

L'agence a baissé la note de la compagnie pétrolière publique de BBB- à BB+ avec une perspective négative, Petroperú entrant ainsi dans la catégorie des entreprises à risque de défaut. Cette décision survient une semaine après la dégradation de la part de Fitch à BBB- (qui maintient donc le grade d'investissement), en raison d'un retard excessif de l'entreprise pour conduire son audit financier. S&P reste vigilant et n'écarte pas de baisser davantage sa

note dans les prochains mois. Petroperú a émis des obligations pour 3 Mds USD et contracté un crédit de 1,3 Md USD à rembourser dans un délai de 10 à 30 ans. Toutefois, suite à la décision de S&P, Petroperú ne dispose plus du grade d'investissement chez 2 agences, ce qui autorise les banques et détenteurs d'obligations à demander un remboursement anticipé. L'entreprise pourrait alors se retrouver en situation de « cross default », ce qui poserait la question d'une intervention de l'État péruvien. La Contraloría (Cour des comptes) a lancé un appel d'offres pour l'audit de Petroperú, tout en soulignant la responsabilité de cette dernière dans cette situation. Petroperú négocie avec ses créanciers pour qu'ils acceptent un envoi tardif des états financiers.

La Banque centrale relève son taux directeur pour le 8^e mois consécutif.

Pour le 8^e mois consécutif, la Banque centrale de la République du Pérou (BCRP) a relevé son taux directeur, le portant à 4 %, soit une hausse de 375 points de base par rapport à juillet 2021. L'autorité monétaire cherche à contrôler l'inflation qui dépasse le plafond de 3 % depuis juillet 2021. En effet, le taux d'inflation sur 12 mois en cumulé en février (à Lima) atteint 6,15 %, tandis que le taux d'inflation hors alimentation et énergie reste à 3,27 %. La BCRP estime que l'inflation en février 2023 sur 12 mois sera de 3,75 % et qu'elle repasserait dans la fourchette cible (de 1-3 %) au premier semestre 2023.

L'emploi est revenu en 2021 à ses niveaux pré-pandémiques, mais l'informalité bat des records.

Selon l'Institut national des statistiques (INEI), le taux de chômage au 4^e trimestre 2021 a atteint



4,4 % au niveau national (7,8 % à Lima), s'approchant des niveaux pré-pandémiques. Toutefois, ce retour à la normale s'accompagne d'un taux record (le plus élevé sur 11 ans) de l'emploi informel, à 76,8 % de la population active soit une hausse de 1,5 point par rapport à 2020 et de 4,1 points par rapport à 2019. En zone urbaine, l'informalité touche 9,4 M de personnes (71 % des actifs), soit une hausse de 24 % (+1,8 M de personnes) par rapport à 2020 et de 6,5 % par rapport à 2019. Le rebond de l'emploi en 2021 a donc alimenté l'informalité. Si l'emploi informel est structurellement élevé au Pérou, l'inflation - qui renchérit le coût des intrants - aurait poussé les employeurs à réduire le coût du travail et à embaucher de manière informelle.

VENEZUELA

Chevron se prépare à relancer ses activités au Venezuela.

La déclaration par les Etats-Unis d'un embargo sur le pétrole russe pourrait changer en profondeur les conditions liées à l'exploitation, la commercialisation et la livraison de pétrole vénézuélien dans les semaines qui viennent. Ainsi, dans l'hypothèse où Washington assouplirait les sanctions économiques imposées à Caracas pour importer du pétrole de substitution depuis le Venezuela, Chevron se prépare à relancer ses activités dans le pays, en reprenant son rôle dans les 4 co-entreprises qu'elle partage avec l'entreprise pétrolière vénézuélienne PdVSA. Chevron a demandé au gouvernement américain une licence élargie pour relancer la production et les exportations de brut, et contrôler les destinations des exportations. Le gouvernement américain a néanmoins précisé que toute nouvelle

autorisation dépendra des concessions politiques que le Président Maduro sera prêt à faire, comme la libération d'un grand nombre d'Américains emprisonnés et la fixation d'une date pour la reprise des négociations avec l'opposition vénézuélienne. Avant les sanctions américaines, les co-entreprises de Chevron avec PdVSA produisaient 200.000 bpd. En comparaison, en 2021, les Etats-Unis ont importé 670.000 bpd de pétrole et de carburants russes. Le Venezuela serait ainsi l'un des rares pays en mesure de remplacer ces importations.

Les exportations vénézuéliennes vers les Etats-Unis ont augmenté de 80 % en 2021.

Selon la Chambre de commerce américano-vénézuélienne, les exportations du Venezuela vers les Etats-Unis ont connu une croissance de 80 % en 2021 relativement à l'année précédente, et ont atteint un volume de 302 MUSD. Les exportations non-pétrolières, qui ont représenté 99,74 % du total du fait des sanctions imposées à la compagnie publique PdVSA, ont de fait connu une croissance de 98 % par rapport à 2020. Les exportations pétrolières, qui s'élevaient à 0,8 MUSD, ont quant à elles connu une contraction de 94,6 % cette année. Du côté vénézuélien, les importations depuis les Etats-Unis ont atteint 1,652 Md USD, un volume en augmentation de 46 % par rapport à 2020.

Le prix du pétrole vénézuélien atteint 71 USD, son plus haut niveau en 40 mois.

Le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le mois de mars indique qu'au cours du mois précédent, le prix du brut Merey, la référence pour le Venezuela, a été coté à une moyenne de 71,02



USD par baril. Il s'agit du prix le plus élevé jamais atteint sur les 40 derniers mois. Ce montant a connu une augmentation de 29 % sur les deux premiers mois de l'année 2022, et une augmentation de 1.000 % comparé à l'année 2020, lorsque les prix atteignaient un minimum en conséquence d'une demande ralentie par la pandémie de Covid-19. Toutefois, en février dernier, le prix du brut Merex restait de 23 USD inférieur à la moyenne du panier de l'OPEP.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 17 mars 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	898 464	75 224	21 476	1 798	1,3 M	11%	5,7 M	48%
Equateur	849 699	46 948	35 348	1 953	1,2 M	7%	13,7 M	76%
Colombie	6 078 487	117 333	139 361	2 690	7,4 M	14%	34,2 M	67%
Pérou	3 537 488	104 805	211 619	6 270	3,1 M	9%	24,9 M	75%
Venezuela	519 059	18 342	5 663	200	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	55 419 552	n.d	1 269 479	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international